

## Document

### De la Tunisie à « Occupons Wall Street » : Qui est Stuart Appelbaum de l'AFL-CIO ?

(mondialisation .ca - par David Walsh)

**12 octobre 2011**

Dans un article du 5 octobre largement publicisé « En quête d'énergie, les syndicats se joignent aux protestations contre Wall Street » (« Seeking Energy, Unions Join Protest Against Wall Street »), le *New York Times* a mis en évidence l'attitude et le rôle de Stuart Appelbaum, le président du Retail, Wholesale and Department Store Union (RWDSU, syndicat des commerçants), dans l'actuel mouvement Occupons Wall Street.

Le *Times* commence par expliquer qu'« Appelbaum, un syndicaliste influent de New York, était en Tunisie le mois dernier, conseillant le mouvement ouvrier naissant là-bas, lorsqu'il a reçu une avalanche d'appels et de courriels l'alertant du grondement de quelque chose au pays ».

Ainsi « alerté » du mouvement en expansion, « M. Appelbaum s'est rappelé avoir demandé à un collègue au téléphone qui était derrière Occupons Wall Street – une poignée de hippies ou peut-être des fauteurs de trouble? – et si le mouvement pourrait bientôt s'estomper. » L'article a poursuivi en observant que cette semaine « plusieurs syndicats importants... ont fait leurs premiers pas pour se joindre à Occupons Wall Street. » Le journal cite un commentaire d'Appelbaum : « Le mouvement ouvrier doit puiser dans cette énergie et apprendre d'eux [les manifestants]... Ils rejoignent et enthousiasment plusieurs personnes que le mouvement ouvrier a tenté de rejoindre pendant des années. »

Comme nous l'avons dit hier sur le WSWS (voir, en anglais, *The Nation*, ISO seek to channel Wall Street protests back to the Democratic Party ), la bureaucratie de l'AFL-CIO intervient dans le mouvement Occupons Wall Street pour empêcher qu'il ne se transforme en un mouvement indépendant du Parti démocrate et orienté vers le socialisme. Rien ne terrifie plus la direction syndicale que la pensée d'une révolte de la classe ouvrière aux États-Unis.

Lorsque le *Times*, tout aussi désireux de voir la strangulation politique du mouvement Occupons Wall Street, en vient à écrire sur l'AFL-CIO et les manifestations à Wall Street, le premier nom qui est évoqué est celui d'Appelbaum. Qui, ou plutôt, qu'est Stuart Appelbaum? Premièrement, que fait Appelbaum en Tunisie ? Le *Times* ne le dit pas, mais les grandes lignes de l'intervention de l'AFL-CIO là-bas sont claires, si l'on se base sur l'histoire de l'organisation et ses activités récentes.

Avec des organisations comme l'American Institute for Free Labor (AIFLD), qui est une collaboration entre l'AFL-CIO, le gouvernement américain et les chefs d'entreprises, les syndicats américains ont été impliqués pendant des décennies dans l'atteinte d'objectifs politiques réactionnaires de l'élite dirigeante américaine. Fondée pendant la guerre froide en 1961, sous la tutelle de l'ancien président de l'AFL-CIO George Meany, l'AIFLD a donné un soutien direct aux coups d'État appuyés par les États-Unis au Brésil, en Argentine et au Chili.

Sous le successeur de Meany, Lane Kirkland, l'AIFLD a accentué son appui à des syndicats de droite au El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Au même moment, l'administration Reagan augmentait son financement pour les régimes sanguinaires en Amérique centrale et pour les contras qui tentaient de renverser les sandinistes au Nicaragua.

L'AFL-CIO continue de diriger des opérations dégoûtantes à travers le monde à partir d'organisations comme l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS), ou le Solidarity Center, qui est financé à 96 pour cent par le gouvernement américain. L'ACILS est une composante de la National Endowment for Democracy (NED), qui sert d'intermédiaire pour faire parvenir du financement gouvernemental qui était anciennement acheminé secrètement par la CIA. L'ACILS a été active dans les tentatives de renversement du régime de Chavez au Venezuela, en plus d'avoir participé à d'autres opérations.

C'est la signification des actions de l'AFL-CIO en Tunisie. Les bureaucrates syndicaux américains veulent surtout s'assurer que les travailleurs en Tunisie, en Égypte et ailleurs ne défient pas les intérêts de l'impérialisme américain dans cette région. Les syndicats qu'ils ont contribué à établir ont comme mission de défendre le capitalisme et de réprimer les éléments de gauche. En Tunisie, comme le WSWS l'a écrit, la Confédération syndicale internationale, en collaboration avec l'AFL-CIO et le Congrès des syndicats de Grande-Bretagne, « a travaillé avec son affilié, l'UGTT [Union générale tunisienne du travail], un allié de longue date de [l'ancien dictateur] Ben Ali, qui a initialement dénoncé les manifestations de masse contre lui et qui, après la fuite de Ben Ali, a joint le gouvernement bidon d' « unité nationale » de ses acolytes jusqu'à ce que les manifestations forcent les dirigeants de l'UGTT à démissionner ».

Le site web de l'AFL-CIO est rempli d'articles hypocrites sur la lutte pour les « droits de l'homme » en Tunisie, une lutte qui n'a jamais préoccupé les représentants syndicaux américains quand le régime de Ben Ali était fermement au pouvoir. Le site web note qu'un militant syndical, Jamel Bettaieb, a été célébré à Washington en juin et a reçu l'un des « Prix de la démocratie » (Democracy Awards) du National Endowment for Democracy 2011 en compagnie d'un Syrien, d'un Libanais, d'un Bahreïnien, d'un Yéménite et d'un Égyptien. (Les nationalités des récipiendaires du NED indiqueraient probablement chaque année les régions du globe qui sont considérées comme des « points chauds » par le gouvernement des États-Unis et la CIA.)

Trois représentants de l'AFL-CIO, Mark Gaffney, président de l'AFL-CIO de l'État du Michigan, William (Bill) Fletcher, directeur des services régionaux et de l'éducation pour la Fédération américaine des employés du gouvernement, et Shannon Lederer, directeur adjoint pour les affaires internationales de la Fédération américaine des enseignants, se sont rendus en Tunisie (ainsi qu'en Palestine et en Égypte) en juin, dans un voyage financé par le Solidarity Center. Ils ont rencontré là-bas des représentants de l'UGTT ainsi que des représentants syndicaux de la Libye et de l'Algérie.

Voilà le genre d'opération en Tunisie, financée par le gouvernement des États-Unis, dont est récemment revenu Appelbaum pour tenter de désamorcer la situation au pays.

Toutefois, ce serait porter atteinte à Appelbaum que de seulement mentionner cette visite en Tunisie. Ses activités et intérêts ses beaucoup plus variés. Appelbaum est quelqu'un de très occupé.

Président depuis 1998 du RWSDU, syndicat de 100 000 membres qui est maintenant une division du Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (Fédération Change to Win), Appelbaum est aussi président du Jewish Labor Committee, un lobby pro-Israël au sein des syndicats américains. À ce titre, il défend régulièrement les politiques sionistes, dans leur version «

modérée » du Parti travailliste, et dénonce la résistance palestinienne. Il entretient aussi des liens avec Ameinu, successeur de la Labor Zionist Alliance.

Avant que l'UFCW ne se désaffilie de l'AFL-CIO, Appelbaum était vice-président de l'AFL-CIO national et membre du Conseil exécutif de la fédération, de 1998 à 2005. Il est maintenant vice-président de l'AFL-CIO de l'État de New York et du Central Labor Council de la ville de New York.

Il joue un rôle de premier plan dans le Parti démocrate, ayant été conseiller juridique du Comité national du parti. Appelbaum a été élu délégué aux conventions nationales du Parti démocrate de 1996, 2000, 2004 et 2008 et délégué suppléant à la convention de 1992. En 2008, il a été membre du Collège électoral pour Obama dans l'État de New York.

Le président du RWDSU trouve aussi le temps de faire partie du conseil d'administration de Freedom House, une institution de Washington DC associée étroitement à la propagande anticommuniste qui était dirigée par la CIA durant la guerre froide contre l'Union soviétique et d'autres régimes staliniens. Dans leur documentaire *Manufacturing Consent* (1988), Noam Chomsky et Edward S. Herman affirmaient que Freedom House est intimement liée à divers groupes d'extrême droite « et à des organismes du gouvernement américain comme Radio Free Europe et la CIA ». Freedom House « est depuis longtemps, ont-ils dit, une quasi-division de propagande pour la droite gouvernementale et internationale ».

Appelbaum siège au conseil d'administration de Freedom House avec plusieurs intellectuels, représentants syndicaux de droite, ainsi qu'avec d'anciens et d'actuels agents du gouvernement des États-Unis, y compris Kenneth Adelman, qui a été assistant pour le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld (sous Gerald Ford) et, par la suite, membre du Defense Policy Board. On retrouve parmi les autres administrateurs du Freedom House Diane Villiers Negro Ponte, femme de John Negro Ponte, ambassadeur au Honduras durant les années 1980 qui a joué un rôle clé dans l'armement et la supervision des mercenaires « contra » qui avaient l'appui de la CIA et dont les opérations ont fait 50 000 victimes.

Un autre membre de ce conseil d'administration est le Dr Paula J. Dobriansky, qui a été sous-secrétaire d'État pour la Démocratie et les Affaires internationales de 2001 à 2009. Dobriansky fait partie de la direction de la Foundation for Defense of Democracies (FDD), un groupe de réflexion d'extrême droite mis sur pied après le 11-Septembre pour combattre le fondamentalisme islamique. Dans la FDD, Dobriansky côtoie le milliardaire Steve Forbes, le journaliste de droite Bill Kristol, l'ancien directeur du FBI Louis J. Freeh, le sénateur Joseph Lieberman, l'ancien président de la Chambre des représentants Newt Gingrich, l'ancien conseiller à la sécurité nationale Robert McFarlane, qui a été condamné pour avoir participé au scandale Iran-Contra, et l'ancien directeur de la CIA James Woolsey.

Voilà les milieux profondément réactionnaires et sinistres dans lesquels évolue Appelbaum. Il apporte aux manifestations Occupons Wall Street une hostilité violente envers la classe ouvrière et envers le socialisme.

En tant qu'agents de la grande entreprise et de la réaction politique, de tels représentants de l'AFL-CIO devraient être écartés des protestations.

Lire l'article en anglais : <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=27012>

Traduction et source originale : [wsws.org](http://www.wsws.org)